

Guerre d'Algérie : Hollande aux commémorations du 19 Mars**Le Figaro, 7 mars 2016, Mathilde Siraud**

« C'est la première fois qu'un président de la République française participera aux célébrations du cessez-le-feu au lendemain des accords d'Evian, une date contestée par de nombreuses associations notamment de harkis et de pieds-noirs.

C'est une opération périlleuse à laquelle se risque le chef de l'État. Le 19 mars prochain, François Hollande (...) viendra ainsi célébrer le 19 mars 1962, jour du cessez-le-feu en Algérie et officiellement «journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc». Avant lui, aucun président de la République n'avait osé assister à ces commémorations, inscrites dans la loi par une **proposition socialiste adoptée le 8 novembre 2012**.

«On peut choisir n'importe quelle date sauf le 19 mars», avait pourtant averti, à l'époque, François Mitterrand, qui a toujours été opposé à l'officialisation de cette commémoration. Jacques Chirac avait inauguré le monument, mais Nicolas Sarkozy n'a jamais célébré cet évènement clivant de l'histoire de la guerre d'Algérie. À l'époque de son adoption au Parlement, le groupe UMP au Sénat avait déposé un recours devant le Conseil constitutionnel contre cet anniversaire.

(...) Les associations de rapatriés estiment que la date du 19 mars est celle d'une défaite et qu'elle n'a pas marqué, sur le terrain, la fin de la guerre. Mais plutôt la fin de l'engagement des autorités françaises dans la défense de leurs ressortissants et le début des violences dont furent victimes les Français d'Algérie et les supplétifs engagés aux côtés de la France.

Du côté des associations d'anciens combattants, les réactions sont évidemment contrastées. Bernard Coll, président de Jeune Pied-Noir se dit «très surpris». «François Hollande est en totale contradiction. Il avait reconnu la faute et la responsabilité de la France dans l'abandon des rapatriés et harkis, ce qui implique une reconnaissance des crimes du 19 mars», pointe-t-il, dénonçant une posture purement «électoraliste». Pour ce natif d'Alger, le 19 mars 1962 correspond à une date «sanglante». «Les sept mois qui ont suivi ont vu plus de morts civils que pendant la guerre», insiste-t-il.

À l'Union nationale des combattants (UNC), qui réunit 200.000 membres, on continue de vouloir célébrer **le 5 décembre, instauré par Jacques Chirac lors de l'inauguration du monument) en hommage aux Morts pour la France**, et non le 19 mars. «Par respect pour les milliers de pieds-noirs massacrés et la chasse aux harkis, nous ne serons pas présents. François Hollande avec ce déplacement rompt l'apaisement et insulte les morts», déplore Philippe Schmitt, directeur de l'UNC. «On va raviver les fractures sur la guerre d'Algérie!», s'inquiète de son côté Thierry Rolando, président national du cercle algérieniste. «François Hollande est en train de tourner le dos à une partie de la communauté nationale, il reconnaît qu'une seule souffrance, celle des Algériens et jette un voile d'ombre sur les drames des harkis et des Français d'Algérie. Il pourrait embrasser toutes les mémoires en se rendant aux commémorations du 5 décembre.»

À la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA), au contraire, on célèbre le 19 mars 1962 depuis 1983. La décision de François Hollande de s'associer à ces commémorations est accueillie avec «joie». «Cette démarche s'inscrit dans l'esprit de réconciliation et de rapprochement avec l'Algérie, à laquelle le souvenir des harkis et des pieds-noirs sera évidemment associé», explique au Figaro Guy Darmanin, le président. Et peu importe si les violences ont perduré au-delà du 19 mars 1962. «Après tous les cessez-le-feu, il y a des vengeances», balaie-t-il. »